

Questions orales

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre ou au ministre suppléant de l'Énergie.

Plusieurs sociétés ont exprimé leur intention d'invoquer l'Accord de libre-échange pour contester la décision rendue récemment par l'Office national de l'énergie qui a refusé certains permis d'exportation de gaz aux États-Unis.

Je demande au premier ministre quelle mesure son gouvernement entend prendre si ces sociétés ont gain de cause. Que fera-t-il pour défendre l'Office dont les pouvoirs sont contestés au nom de l'accord commercial que les Conservateurs eux-mêmes ont négocié?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, les députés connaissent les règles concernant les questions hypothétiques. Évidemment, la députée ne s'attend pas à ce que je réponde à une question hypothétique qui repose en plus sur un scénario aussi improbable.

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Nous le savons, l'Office effectue présentement l'examen de l'étude de rentabilité. Nous savons aussi que le gouvernement des États-Unis exerce discrètement des pressions.

Voici ma question. Quelles assurances le gouvernement a-t-il données au gouvernement américain quant aux pouvoirs de l'Office national de l'énergie? L'examen de politique qu'effectuera l'Office bientôt sera-t-il un examen indépendant et valable ou les conclusions lui seront-elles été dictées à l'avance?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, l'examen est indépendant, il sera valable et purement canadien.

Si la députée veut laisser entendre que d'autres pays dictent au Canada ses politiques en matière d'énergie, elle devrait avoir le courage de l'affirmer franchement, mais elle devrait aussi savoir qu'elle se trompe du tout au tout.

LA SOCIÉTÉ COMINCO

M. Sid Parker (Kootenay-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Le gouvernement fédéral a investi 79 millions de dollars dans la société Cominco, afin qu'elle puisse améliorer sa fonderie à Trail, en Colombie-Britannique. À ce moment-là, la société Cominco aurait déclaré que la mine Sullivan de Kimberley, en Colombie-Britannique, en serait le principal fournisseur de zinc.

Or, jeudi dernier, la Cominco a annoncé que la mine mettrait fin à ses activités dans deux semaines, abolissant 865 emplois à Kimberley. La Cominco refuse de donner aux habitants de Kimberley des explications satisfaisantes pour justifier la destruction de leur localité.

Je voudrais donc poser au premier ministre la question suivante. En tant que l'un des principaux actionnaires de la Cominco, son gouvernement va-t-il exiger que la société fasse preuve de franchise à l'égard des habitants de Kimberley, et leur précise les raisons pour lesquelles ils sont maintenant sans travail alors que l'Alaska profitera de cette fermeture?

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, comme le député le sait, cette mine existe depuis bien longtemps. Elle est exploitée depuis de très nombreuses années. On a simplement atteint le stade où le coût élevé d'exploitation d'une vieille mine à des profondeurs énormes, pour en tirer un minerai de moindre qualité et tout le reste, font qu'il n'est tout simplement plus rentable de poursuivre les activités à cet endroit.

Le Nouveau Parti démocratique, qui prétend être tourné vers l'avenir, a une politique fondamentale dans de tels cas: il refuse tout changement. Même lorsque le minerai est épuisé, le NPD garderait la mine ouverte et les travailleurs s'occuperaient à extraire un produit sans valeur qui ne justifierait même pas le coût d'exploitation de la mine.

Comme toujours, le gouvernement s'inquiète vivement du sort des travailleurs. Il va avoir recours à tous les programmes existants pour aider les quatre millions de Canadiens qui changent de travail chaque année au pays.

• (1500)

M. Sid Parker (Kootenay-Est): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Cette mine a réalisé des profits de plus de 9 millions de dollars l'année dernière. On s'en est servi pour obtenir le prêt que le gouvernement fédéral a consenti. Qu'est-